

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FORBO SARLINO

63 RUE GOSSET
BP 62717
51100 REIMS

Références : D3i n° 2022-797
Code AIOT : 0005701489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement FORBO SARLINO implanté 63 RUE GOSSET 51100 REIMS. L'inspection a été annoncée le 26/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 22/08/2022, vers 16h50, une réaction exothermique générant l'émanation d'acide chlorhydrique due à une erreur de mélange sur une chaîne de production de vinyle (VM2) au sein de l'entreprise a entraîné l'évacuation des 300 employés du site. 11 d'entre eux ont été légèrement intoxiqués (gènes respiratoires) par les vapeurs acides et transportés aux urgences (CHU de Reims et Clinique de Bezannes). Le Plan d'Opération Interne (POI) a été déclenché par l'exploitant, et le Centre opérationnel départemental (COD) a été réuni en Préfecture.

Un périmètre de sécurité a été mis en place, et la Cellule d'Appui aux Situations d'Urgence (CASU) a été sollicitée. Vers 5h00 du matin, la situation était sous contrôle.

Une visite d'inspection a été diligentée afin de réaliser l'analyse de l'accident avec l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FORBO SARLINO
- 63 RUE GOSSET 51100 REIMS
- Code AIOT : 0005701489

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société Forbo Sarlino est spécialisée dans la fabrication de revêtements de sols PVC et textiles. Le site emploie environ 300 personnes.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 04/04/2004 (2004-A-19-IC), et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires en dates du 03/08/2006 (2006-APC-102-IC) et du 19/08/2009 (2009-APC-116-IC). Le site est soumis à autorisation pour 8 rubriques et à déclaration pour 7 rubriques de la nomenclature ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Analyse de l'accident du 22/08/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 6.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration d'accident/incident	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 1.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 13/09/2022, l'inspection des installations classées remarque que de nombreux équipements ont été mis en place pour des besoins de fabrication et de productivité. La maîtrise de la sécurité n'a pas été suffisamment abordée lors des évolutions de procédés.

L'inspection propose de demander à l'exploitant de réaliser un bilan des activités relevant de la nomenclature ICPE et de mettre à jour son étude de dangers pour une meilleure maîtrise des risques chimiques sur son site, sous un délai contraint. Un projet de lettre préfectorale en ce sens est proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident/incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration auprès de l'inspection des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 22/08/2022 à 17h51, l'exploitant a transmis un courriel à l'attention de l'inspection qui relate d'un incident en cours sur sa ligne vinyle. Dans ce message, il est indiqué que les pompiers sont sur place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions préventives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité publiques. Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant le sens du vent, doivent être mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a expliqué que, jusqu'au jour de l'incident, la marche normale, au niveau des 3 cuves de l'atelier VM (zone de préparation des PVC) était la suivante: - pesée de l'eau sur la grande bascule; - envoi de l'eau dans la cuve de mélange; - incorporation progressive des matières premières sous forme de poudre dans la cuve de mélange. Cette étape peut commencer si 50% de l'eau a déjà été envoyée dans la cuve; - mélange entre 25 et 30°C. Un automate gère les pesées. Néanmoins, à chaque étape, il est demandé une validation manuelle. Il existe une possibilité d'envoyer l'eau vers une cuve d'attente au lieu de la cuve de mélange. La cuve de mélange est équipée d'une sonde de température en fond de cuve, d'un système de détection de niveau (très haut et bas) et d'une trappe d'accès munie d'un arrêt automatique en cas d'ouverture. Chaque cuve est dédiée à des PVC différents. Après analyse de l'incident par l'exploitant, il s'avère que l'eau a été envoyée en cuve d'attente et que les poudres ont été envoyées vers la cuve de mélange VM2 alors que celle-ci ne contenait pas d'eau. Le mélangeur de la cuve étant activé, les poudres se sont échauffées. De l'acide chlorhydrique s'est alors formé sous forme gazeuse. Les 2 actions ont été validées par l'opérateur. La cuve étant équipée d'une seule sonde en partie basse, endroit de la cuve non atteint par la pale du mélangeur, il n'était pas possible de constater l'échauffement des poudres. Suite à cet incident, l'exploitant a mis en place les mesures suivantes: - modification du contrôle sur l'écran de l'automate; - l'intégralité de l'eau est envoyée directement vers les cuves de mélange, il n'est plus possible de la transférer vers la cuve d'attente; - validation à chaque étape par l'opérateur; - vérification visuelle de la présence d'eau dans les cuves de mélanges avec enregistrement de la vérification par l'opérateur; - mise en place d'une alarme sonore qui indique si le temps de mélange/malaxation est trop long. L'exploitant travaille à la recherche des causes premières qui ont eu pour conséquence la dispersion de chlorure d'hydrogène dans l'atelier de production. Des pistes d'amélioration et de sécurisation sont envisagées telles que la mise en place d'un capteur de mesure du gaz dans l'air ambiant de l'atelier, avoir un stock de mélange calcium/zinc pour arrêter les réactions chimiques, amélioration des systèmes de sécurité/contrôle des cuves, abaque de suivi de montée en température en fonction du taux de cisaillement des PVC,...
Proposition de l'inspection: L'inspection a constaté que de nombreux équipements ont été mis en place afin de répondre à des besoins d'optimisation des procédés mais que la présence d'une chaîne de sécurité indépendante des éléments de production n'a pas été suffisamment étudiée lors de ces modifications.

<p>L'inspection propose que l'exploitant réalise un bilan de ses activités ICPE et une mise à jour de son étude de dangers afin d'y intégrer, en outre, la gestion du risque chimique et la mise en conformité de son installation avec les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.</p> <p>Ces deux études devront être réalisées sous un délai de 3 mois.</p> <p>Observations : La société FORBO SARLINO possède un service Recherche et Développement au sein de son site de Reims. Le jour de la visite, aucun représentant de ce service n'était présent alors que cette équipe est composée de chimiste.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à intégrer son service Recherche et Développement dans le groupe de travail en charge du bilan ICPE et de la mise à jour l'étude de dangers du site.</p> <p>L'inspection invite également l'exploitant à demander à son service Recherche et développement de prévoir les inhibiteurs de réaction lors de la formulation des nouveaux produits.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Manipulation de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduits des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires, - la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées, - les instructions de maintenance et de nettoyage, ainsi que la liste des vérifications à effectuer avant la mise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité, - les conditions dans lesquelles seront délivrés les produits chimiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et pour le transport, - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.
<p>Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le document d'enregistrement du contrôle visuel de l'eau dans la cuve de mélange, mis en place à la suite de l'incident. Ce document n'est pas accompagné par de consignes d'exploitation.</p> <p>Proposition de l'inspection:</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra mettre en place les consignes d'exploitation relatives au contrôle visuel de l'eau dans la cuve de mélange.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois